

Anticiper « la rançon d'une trop grande prospérité » : perceptions québécoises de l'économie, 1945-1975

STÉPHANIE O'NEILL*

Comment percevait-on l'économie au Québec de 1945 à 1975 ? Au cours de ces années qualifiées par la suite de Trente Glorieuses – des années de prospérité relative –, les experts québécois et, dans une certaine mesure, canadiens, ont senti peu à peu, à partir des années 1950, qu'ils vivaient une ère d'abondance. Tout au long de cette période, leurs discours font cependant état d'inquiétudes persistantes au sujet de l'économie, l'inflation en constituant un exemple frappant. Voilà qui a de quoi surprendre, car les statistiques ne justifient pas l'importance accordée à ce phénomène. Aux yeux des contemporains, ces années se déroulent donc sous le signe de l'ambivalence. On s'attendrait pourtant à constater chez eux un certain optimisme, étant donné la santé relative de l'économie.

How was the Quebec economy perceived between 1945 and 1975? During these years of relative prosperity, subsequently dubbed the "Trente Glorieuses," Quebec and to some extent Canadian experts gradually began to sense that an era of abundance had dawned, especially beginning in the 1950s. Throughout this period, however, their discourses reflected persistent concerns about the economy, with inflation as a leading example. This is surprising since the statistics fail to substantiate the extent of this phenomenon. Because of the relative strength of the economy, one might expect to see a certain level of optimism with regard to Quebec's economic prospects. Instead, this article reveals that people living through this period viewed their economic situation in a much more ambivalent light.

* Stéphanie O'Neill est chercheuse indépendante. L'auteure souhaite remercier Denyse Baillargeon, Amanda Ricci, les étudiants aux cycles supérieurs membres du groupe de lecture de Magda Fahmi, à l'UQAM, et les évaluateurs anonymes d'*Histoire sociale*, dont les commentaires et critiques de versions antérieures de cet article en ont amélioré le contenu. La recherche a été rendue possible grâce au soutien financier du Conseil de recherche en sciences humaines, du Groupe d'histoire de Montréal ainsi que de la Faculté des études supérieures et postdoctorales et du Département d'histoire de l'Université de Montréal.

AU LENDEMAIN DU SECOND conflit mondial, l'économie semble au beau fixe au Québec comme au Canada. Après une décennie de crise économique suivie de six ans de guerre, une grande partie des ménages nord-américains récoltent les fruits de l'abondance relative qui caractérise la période, avant que le premier choc pétrolier ne sonne le début d'une période de stagflation. Tant dans les statistiques que dans l'imaginaire collectif actuel, les fluctuations économiques et les transformations des habitudes de consommation sont évidentes au point de prendre des allures de truisme. Rien n'indique toutefois qu'il en va de même dans l'esprit des contemporains. La façon dont ceux-ci comprennent l'abondance relative des Trente Glorieuses et, plus généralement, la situation économique dans laquelle se meuvent le Québec et l'ensemble du Canada, mérite donc que l'on s'y attarde, d'autant plus qu'elle a peu retenu l'attention de l'historiographie récente. Cela est encore plus important si l'on adhère à l'idée selon laquelle « [d]'après la psychologie sociale, ce qui détermine le comportement d'un individu, ce ne sont pas tellement les caractéristiques objectives de la situation, mais plutôt la façon dont l'individu perçoit et définit cette situation¹ », pour reprendre les mots de Marc-Adélar Tremblay et de Gérard Fortin, auteurs d'une étude abondamment citée. Plus spécifiquement, il nous apparaît ainsi légitime de se demander à partir de quel moment les divers experts dont les discours entrent dans les foyers québécois commencent à prendre acte – si prise de conscience il y a – du fait qu'ils traversent une ère de prospérité sans précédent. Les impressions s'écartent-elles de l'état de l'économie « sur papier »? Font-elles preuve d'optimisme ou, au contraire, d'inquiétudes?

Afin d'y voir plus clair, nous avons examiné les discours tenus par des experts qui s'évertuent à mettre en lumière les bouleversements en cours. Pour ce faire, nous nous sommes appuyée sur un corpus de sources écrites – surtout des périodiques – reflétant le plus possible l'éventail des discours alors tenus dans la province, tant en anglais qu'en français². Nous avons ainsi procédé au dépouillement systématique d'une gamme diverse de périodiques québécois et canadiens publiés entre 1945 et 1975 et susceptibles de se prononcer sur les transformations de l'économie. Mentionnons d'abord les publications émanant des institutions financières, particulièrement loquaces sur ce sujet, à savoir *La Revue Desjardins* et *Ma Caisse populaire*, lesquelles s'adressent respectivement au personnel et aux sociétaires des Caisses populaires Desjardins, ainsi que les bulletins mensuels de la Banque Canadienne Nationale et de la Banque Royale du Canada. Nous sommes également allée voir du côté du mouvement ouvrier en dépouillant *Le Travail*, publication de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) – qui devient la Confédération des syndicats nationaux en 1960 –, et *Le Monde ouvrier*, organe de la Fédération des Travailleurs du Québec. Également incluses dans notre corpus, des revues grand public, notamment

1 Marc-Adélar Tremblay et Gérard Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. Une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1964, p. 163.

2 Cela signifie qu'outre les discours émis par des publications originaires du Québec, des discours dont la majeure partie de l'auditoire habite au Canada anglais font également partie de l'échantillon, étant donné la rareté des périodiques s'adressant exclusivement aux anglophones du Québec, mis à part les quotidiens.

les éditions canadienne-française et canadienne-anglaise du *Reader's Digest* et de *Chatelaine*, véhiculent elles aussi un discours sur les bouleversements économiques des Trente Glorieuses, de même que les publications de groupes gravitant plus ou moins près de l'Église catholique telles que *L'École des Parents*, organe officiel de l'association de parents de la classe moyenne du même nom, la revue franciscaine d'action catholique *La Famille*, l'almanach de la Ligue ouvrière catholique *Le Mouvement ouvrier*, le mensuel jésuite *Relations* et la revue dominicaine *Maintenant*, où publient entre autres plusieurs grands noms de l'indépendantisme québécois.

Peu importe leur provenance, ces discours ne peuvent évidemment pas être appréhendés comme s'ils étaient monolithiques, d'où notre tentative de mettre en lumière les contradictions qu'ils recèlent et révèlent, puisque celles-ci sont souvent indicatives d'inquiétudes ou de transformations sociales en cours. Par ailleurs, une source, comme les périodiques que nous avons étudiés, n'équivaut pas forcément à une idéologie ou à un discours cohérent. En témoigne l'étude de la « communauté culturelle » qui s'érige pendant les années 1950 et 1960 autour du *Chatelaine* canadien-anglais par l'historienne Valerie Korinek, qui a notamment montré la présence de plusieurs discours concurrents dans les pages de la revue³. Pour notre part, nous avons analysé dans notre thèse de doctorat la façon dont divers commentateurs perçoivent et présentent la société de consommation et ses répercussions sur différents aspects du mode de vie des ménages québécois; or cette analyse nous incite à croire que le cas de *Chatelaine* n'est pas un cas unique, même si les périodiques sur lesquels nous nous appuyons ici sont en général dotés d'une certaine cohésion. En outre, comme l'a exposé Korinek à propos de *Chatelaine*⁴, il est tout à fait possible que le lectorat des publications que nous avons dépouillées manifeste une résistance plus ou moins forte au contenu des messages qu'elles véhiculent, même si les sources étudiées ici ne permettent pas d'y avoir accès directement.

En gardant ces nuances en tête, nous cherchons à dégager dans le présent article une vue d'ensemble des discours sur l'état de l'économie au Québec durant les Trente Glorieuses, tout en portant bien sûr attention à l'identité de leurs émetteurs et à ce qu'il est possible de déduire de leurs intentions. Dans l'espace qui nous est alloué, nous nous intéressons moins à la façon dont tous ces observateurs tentent d'établir leur autorité qu'à leurs propos sur différents enjeux, parce qu'ils se considèrent et se présentent comme des experts. En y allant de conseils, d'opinions ou de prescriptions, les commentateurs se placent en position d'autorité. En ce sens, il convient de les qualifier d'« experts », même s'il faut garder à l'esprit qu'ils sont parfois, voire souvent, autoproclamés.

L'analyse qualitative du contenu de leurs discours montre la coexistence d'une conscience croissante de la prospérité nouvelle jusqu'au début des années 1970 et de craintes, voire d'angoisses, au sujet de la situation économique actuelle et future. Cette dualité entre optimisme et inquiétude a été observée dans une

3 Valerie J. Korinek, *Roughing It in the Suburbs: Reading Chatelaine Magazine in the Fifties and Sixties*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 26, 367.

4 Korinek, *Roughing It in the Suburbs*, p. 19, 27.

certaine mesure par l'historiographie, tant canadienne-anglaise que franco-québécoise, qui ne s'est toutefois pas concentrée sur la santé de l'économie. En effet, en voulant nuancer l'association de l'après-guerre au Québec à une Grande Noirceur réactionnaire⁵ ou remettre en question la vision un peu idéalisée du consensus social qui aurait uni les Canadiens anglais des années 1950⁶, plusieurs chercheurs ont brossé un portrait complexe de l'après-guerre. Leurs travaux, une fois mis en relation, présentent ainsi une époque complexe, oscillant entre conservatisme et progressisme.

Des réponses à l'abondance relative des Trente Glorieuses ont également été étudiées sous un angle différent de celui auquel nous proposons de recourir. Michael Dawson, qui a examiné le déploiement de la rhétorique de la guerre froide dans les débats autour de la réglementation des heures d'ouverture des magasins à Vancouver et à Victoria pendant les deux décennies suivant la Seconde Guerre mondiale, a démontré que, dans ces débats, « *the growing power of consumerism was alternately celebrated and challenged*⁷ ». Aux États-Unis, en revanche, l'assimilation de la consommation de masse à la prospérité et à « *more social egalitarianism, more democratic participation, and more political freedom*⁸ » aurait fait consensus parmi les gouvernants, le monde des affaires et le syndicalisme pendant l'après-guerre, comme l'a illustré l'étude phare de l'historienne américaine Lizabeth Cohen. Toujours au sud de la frontière, Elaine Tyler May a mis en évidence la prévalence de l'idée selon laquelle la « *wholesome abundance* » contribuait à renforcer l'institution familiale, elle-même perçue comme un rempart contre les multiples sources d'anxiétés habitant les Américains à l'ère de la guerre froide⁹. Sans toutefois en faire un élément central de leur analyse, ces deux dernières chercheuses observent également des inquiétudes au sujet de

5 Entre autres : Denyse Baillargeon, « We Admire Modern Parents: The École des Parents du Québec and the Postwar Québec Family, 1940-1949 » dans Michael Gauvreau et Nancy Christie (dir.), *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queens University Press, 2003, p. 239-276; Gaston Desjardins, *L'amour en patience. La sexualité adolescente au Québec, 1940-1960*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1995; Vincent Duhaime, « "Les pères ont ici leur devoir" : Le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4, printemps 2004, p. 535-566; Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008; Michael Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism: Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 », dans Nancy Christie (dir.), *Households of Faith: Family, Gender and Community in Canada, 1760-1969*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 319-347.

6 Notamment : Mary Louise Adams, *The Trouble with Normal: Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*, Toronto, University of Toronto Press, 2003 [1997]; Mona Gleason, *Normalizing the Ideal: Psychology, Schooling, and the Family in Postwar Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1999; Korinek, *Roughing It in the Suburbs*; Joan Sangster, *Transforming Labour: Women and Work in Post-war Canada*, Toronto: University of Toronto Press, 2010.

7 Michael Dawson, « Leisure, Consumption, and the Public Sphere: Postwar Debates over Shopping Regulations in Vancouver and Victoria during the Cold War » dans Magda Fahrni et Robert Rutherford (dir.), *Creating Postwar Canada. Community, Diversity, and Dissent, 1945-1975*, Vancouver, UBC Press, 2008, p. 195, 198.

8 Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic: The Politics of Mass Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, p. 403.

9 Elaine Tyler May, *Homeward Bound: American Families in the Cold War Era*, New York, Basic Books, 2008 [1988], p. 13-14.

l'état de l'économie, notamment la crainte d'une éventuelle récession pendant l'immédiat après-guerre, en lien avec le souvenir de celle qui suivit la Première Guerre mondiale¹⁰, sujet sur lequel nous reviendrons. La vision de la voie à suivre qui aurait par ailleurs fait consensus aux États-Unis – la consommation de masse – est en outre loin de celle mise de l'avant au Canada au lendemain de la guerre où, comme l'a exposé Joy Parr, la consommation domestique est comme une menace à la stabilité économique¹¹. En montrant que « [*c*]onspicuously, Canadian postwar prosperity “always seemed fragile,” prey to the slightest misstep toward excess¹² », les travaux de cette historienne rappellent les craintes que nous avons observées dans les discours tenus au Québec par les experts. Ces derniers ratissent cependant beaucoup plus large en remettant en question la prospérité elle-même.

Notre analyse s'inscrit dans la suite de ces travaux. Elle ajoute toutefois aux connaissances sur le sujet en insistant sur le fait que les Trente Glorieuses, désignées comme telles *a posteriori* par l'économiste français Jean Fourastié en 1979¹³, n'ont pas nécessairement été perçues comme prospères par les contemporains. Appréhender les transformations économiques en cours en mettant l'accent sur la perspective de ceux et celles qui les ont vécues sans connaître leur « dénouement » contribue selon nous à élargir notre champ de vision au-delà des œillères dont nous affuble trop souvent une société de (sur)consommation devenue si omniprésente qu'elle envahit pratiquement tous les domaines du social et semble aller de soi. Nous proposons donc d'adopter la loupe des commentateurs québécois des Trente Glorieuses qui, après quinze ans de frugalité, ne disposent pas des informations qui leur permettraient de deviner qu'ils vivent l'aube de trois décennies d'abondance relative et que la crise économique les épargnera jusqu'en 1973. Comment pourraient-ils le prédire? Les statistiques ne peuvent apporter aucune aide étant donné qu'elles sont, nécessairement, compilées après-coup et fournissent des indicateurs sur le passé, aussi récent soit-il. Cette approche est d'autant plus intéressante qu'elle permet de mieux cerner la façon dont les discours sur les transformations économiques sont en fait révélateurs du paysage socioculturel du Québec d'alors, même si ces discours se présentent souvent comme objectifs et reposant sur des faits. En effet, la lecture des changements en cours par les différents experts en dit long non pas tant sur les mutations économiques comme telles, mais bien sur leurs valeurs, leurs présupposés, leurs inquiétudes, leur vision de la société et leurs intérêts. Son analyse met ainsi en lumière la complexité ainsi que la spécificité historique et culturelle des phénomènes économiques en montrant qu'au Québec, l'entrée dans la société d'abondance, pourtant génératrice de confort et de bien-être matériel, ne s'est pas effectuée sans heurts, sans opposition ni sans nostalgie.

Cette mise en exergue des perceptions des fluctuations économiques par les contemporains témoigne aussi de la pertinence d'appréhender les Trente

10 Cohen, *A Consumers' Republic*, p. 114; May, *Homeward Bound*, p. 13, 25.

11 Joy Parr, *Domestic Goods: The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 65.

12 Parr, *Domestic Goods*, p. 169.

13 Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.

Glorieuses comme un tout, puisque cette périodisation permet de discerner que la tension entre optimisme et inquiétude colore toute la période. Après avoir évoqué l'optimisme, nous nous pencherons sur les inquiétudes, qui sont particulièrement aiguës lorsqu'il est question de l'inflation – d'ailleurs continuellement dépeinte comme un problème de taille –, ce qui surprend étant donné que la hausse des prix semble plutôt sous contrôle pendant une bonne partie de la période. En fin de compte, jamais la prospérité n'apparaît comme garantie et sans risque.

L'impression de vivre une « ère d'abondance » ?

Après une décennie de crise économique suivie de six ans de guerre, avant que le premier choc pétrolier ne sonne le début d'une période de stagflation, la santé de l'économie québécoise et canadienne est vaillante. Des nuances s'imposent évidemment, mais de manière générale, les revenus augmentent tandis que l'inflation demeure somme toute faible, du moins selon les standards actuels, les salaires réels effectuant un bond impressionnant au Canada entre 1945 et 1975¹⁴. Au lendemain du conflit mondial, la prospérité, la consommation ou même la situation économique ne font pas encore couler beaucoup d'encre, ce qui est révélateur de la façon dont les experts perçoivent leur présent et leur avenir économiques. Cyrille Vaillancourt, sénateur (1944-1969) et président de la Fédération des Caisses populaires Desjardins (1932-1969), évoque certes « les temps de prospérité que nous passons¹⁵ » avant même la fin de la guerre. La poignée d'autres observateurs qui abordent le sujet fait toutefois entendre un son de cloche moins reluisant, ou du moins, plus nuancé. En janvier 1946, par exemple, John Rutherford Heron, rédacteur du bulletin mensuel de la Banque Royale du Canada, se montre plutôt mitigé : « La guerre a produit des effets variés sur les niveaux d'existence. La plupart des salariés ont subi une diminution de revenu réel; c'est également le cas des travailleurs, mais d'un autre côté des milliers de travailleurs ont reçu des salaires qui ont augmenté plus rapidement que le coût de la vie¹⁶. » Pire, comme le souligne la même année un article du magazine américain *Fortune* condensé dans le *Reader's Digest* canadien-anglais, le « boom » en cours aux États-Unis « *is an abnormality, far beyond such a peaceful thing as "prosperity"*¹⁷ ».

Dès le début des années 1950, le vent commence à tourner. Les discours émanant des institutions financières exhibent des signes d'une conscience de l'amélioration du « pouvoir d'achat de la majorité des Québécois¹⁸ » et, par ricochet, de leur niveau de vie ainsi que de la mise en place de nouvelles pratiques de consommation dont l'après-guerre et les années 1960 sont le théâtre. C'est après tout une période où les acquisitions d'électroménagers et d'automobiles

14 Voir à ce sujet : Jacques Rouillard et Jean-François Rouillard, « Salaires et productivité du travail au Canada depuis le 20^e siècle : les travailleurs bénéficient-ils de la croissance économique ? », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 70, n° 2, 2015, graphique 6, p. 364; Abdul Rashid, « L'évolution du salaire durant sept décennies », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 5, n° 2, été 1993, s. p.

15 C. Vaillancourt, « Éditorial. Victoire – prudence », *La Revue Desjardins*, mai 1945, p. 82.

16 « Niveaux d'existence », *La Banque Royale du Canada*, janvier 1946, s. p.

17 *Fortune*, « The Boom », *The Reader's Digest*, septembre 1946, p. 1.

18 Paul-André Linteau et coll., *Histoire du Québec contemporain*, tome II : *Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 2007 [1989], p. 320.

connaissent un essor remarquable, le confort matériel se démocratise et la société devient plus égalitaire – ou, en tout cas, moins inégalitaire. Selon des rythmes différents sur le continent, les modes de vie se déclinent de plus en plus sous le signe de la société de consommation qui se met graduellement en place, aidée par une culture de masse où les réclames publicitaires donnent l'impression que le bonheur s'achète au comptant ou mieux, à crédit.

Plusieurs experts sont manifestement à l'affût des transformations en cours et évoquent ainsi une hausse du « niveau d'existence », un « notable relèvement du niveau de bien-être¹⁹ », du « niveau de vie » ou du « pouvoir d'achat » au Canada. Par exemple, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale souligne les transformations de la consommation qui découlent de la prospérité et semble y percevoir un progrès, sinon une gradation :

L'amélioration du niveau de vie des Canadiens, résultant de l'abondance et de la stabilité de l'emploi ainsi que de la hausse des salaires, sans parler du développement du crédit à la consommation, s'est manifestée d'abord par la recherche du confort et de menus plaisirs, par l'achat de divers appareils et instruments qui allègent la tâche de la ménagère ou ajoutent aux agréments du foyer. L'accroissement de leurs ressources pousse maintenant un nombre sans cesse grandissant de Canadiens à voyager à l'étranger²⁰.

Le tableau que peignent les discours des banques est toutefois un peu rose, surtout à la lumière des données statistiques. Ceux-ci émanent évidemment des élites du monde des affaires, et, du moins en ce qui concerne la Banque Royale, sont plus près des milieux canadiens-anglais que des milieux canadiens-français. Quand le rédacteur du bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale affirme en 1955, à propos de l'automobile, que « [l]a grande industrie et la vente à tempérament, pour ne rien dire de l'inépuisable marché des voitures usagées, l'ont mise à la portée de tout le monde²¹ », il est par exemple difficile de ne pas se demander s'il n'enjolive pas un peu la situation. Les statistiques montrent en effet qu'on compte alors une voiture pour plus de cinq personnes dans l'ensemble du Canada et une pour plus de huit personnes au Québec. C'est nettement moins d'une par ménage²². La même question se pose face aux assertions de John Rutherford Heron, selon lequel « [l]a prospérité économique et les facilités de paiement mettent l'acquisition d'une maison à la portée de milliers de gens qui, à une autre époque, n'auraient jamais songé à bâtir²³ ». Or, même plus de quinze ans après la publication de ces lignes, le Comité spécial du Sénat sur la pauvreté indique

19 *Banque Canadienne Nationale*, novembre 1953, s. p.

20 *Banque Canadienne Nationale*, septembre 1955, s. p. La Banque avait tenu des propos semblables dans son bulletin de mars-avril 1951. *Banque Canadienne Nationale*, mars-avril 1951, s. p.

21 *Banque Canadienne Nationale*, septembre 1955, s. p.

22 Stéphanie O'Neill, « *L'argent ne fait pas le bonheur* : les discours sur la société de consommation et les modes de vie à Montréal, 1945-1975 », thèse de doctorat, Université de Montréal, 2016, annexe 3, p. 381-383. En 1956, les ménages canadien et québécois moyens comptent respectivement 3,9 et 4,4 personnes. Bureau fédéral de la Statistique, « Revue générale. Taille et composition du ménage », *Recensement du Canada, 1961*, Catalogue 99-529, Bulletin 7.2-3, novembre 1967, p. 8-5.

23 « La construction de votre maison », *La Banque royale du Canada – Bulletin mensuel*, octobre 1955, p. 2.

que 25 % des Canadiens évoluent dans une famille sous le seuil de la pauvreté²⁴. D'ailleurs, en ce qui concerne Montréal, la consommation de biens durables ou l'achat d'une propriété en banlieue reste inaccessible pour bien des familles, du moins pendant la quinzaine d'années suivant la Seconde Guerre mondiale, comme l'a déjà souligné l'historienne Magda Fahrni²⁵. Il faut dire que les deux institutions bancaires dont nous avons examiné les publications brossent un portrait plutôt homogène du Canada, cette « grande partie » de la population qui jouit d'une aisance nouvelle correspondant possiblement davantage à la situation du prospère Ontario.

Vers la fin des années 1950, les banques ne sont plus les seules à affirmer que la population vit une ère de prospérité économique; à preuve, les propos de Rodolphe Laplante qui, en 1957, énumère les nouveaux appareils électroménagers dont bénéficient de nombreux foyers dans un article publié dans la revue *Relations*²⁶. En février 1962, *La Revue Desjardins* présente aussi des statistiques démontrant que « [l]a proportion des habitations canadiennes dans lesquelles on trouve une grande quantité de toutes ces améliorations techniques, mécaniques et scientifiques que l'on considère aujourd'hui essentielles au mode de vie du temps, continue d'augmenter²⁷ ». Plus encore, elle note une démocratisation de la consommation en ajoutant que « non seulement [ces biens] nous sont accessibles, mais il nous est possible en grande majorité de les acquérir ». En 1965, c'est au tour de Marcel Daneau, professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, de constater qu'en dépit des fluctuations de l'économie, « une amélioration sensible du niveau de vie moyen s'est traduite par une augmentation rapide de la demande de biens durables et non durables et des services²⁸ ». C'est donc dire que le « haut niveau de vie matérielle dont jouit [le] pays²⁹ » fait l'objet d'un nombre croissant de commentaires, même s'ils sont moins abondants qu'on aurait pu le croire. Le vocabulaire utilisé pour décrire cette transformation demeure néanmoins éloquent : en évoquant notamment une « hausse » du niveau de vie, une « amélioration » des conditions matérielles, les experts laissent entendre qu'ils perçoivent dans l'entrée croissante de la technologie domestique dans les foyers une progression, voire un progrès.

Plus encore, apparaissent au fil du temps des signes d'une conscience de vivre une ère caractérisée par une prospérité économique plus générale et d'habiter une société dont la consommation commence à devenir un trait définitoire. Dès le

24 David A. Croll, *La pauvreté au Canada. Rapport du Comité spécial du Sénat sur la pauvreté*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1971, p. 11.

25 Magda Fahrni, *Household Politics: Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 15.

26 Rodolphe Laplante, « Réflexions sur l'habitation », *Relations*, mai 1957, p. 118.

27 « La vie moderne », *La Revue Desjardins*, février 1962, p. 32.

28 Marcel Daneau, « L'évolution économique du Québec 1950-1965 », *La Revue Desjardins*, novembre 1965, p. 169. Voir aussi, Claude Déry, « Le bas de laine familial », *Maintenant*, septembre 1963, p. 277-278, où « l'émancipation économique qui ébranle tous les milieux » au Québec est posée comme un fait. Dans la même veine, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale ne manque pas de souligner que le Canada « possède le deuxième niveau de vie au monde, après les États-Unis », dans « À la recherche d'un art de vivre », *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, mai 1961, s. p.

29 « Le peuple canadien », *La Banque royale du Canada – Bulletin mensuel*, juin 1963, p. 4.

début des années 1950, c'est donc l'économie québécoise ou canadienne en elle-même qui commence à être décrite en des termes positifs, voire enthousiastes, et en lien avec l'abondance. Ainsi, en juin 1953, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale relève que « [l]e Canada connaît, depuis une douzaine d'années, un essor économique sensationnel³⁰ », tandis qu'en 1956, il affirme sur un ton encore plus assuré que « [l]e Canada est en pleine évolution et l'essor qu'il a pris autorise les prévisions les plus optimistes³¹ », assertion à laquelle fait écho *Sélection du Reader's Digest*³². Du côté des syndicats, on constate aussi que « [l]es spécialistes en économie passent leur temps à nous chanter que le pays connaît une prospérité grandissante³³ ». Cherchant à justifier les revendications des travailleurs, la revue *Le Travail* soutient ainsi que « [l]es ouvriers doivent profiter de la prospérité générale³⁴ ». Des références à une « période de prospérité » ou à « l'abondance », autant de vocables qui se démarquent du lexique antérieur, commencent donc à apparaître au milieu des années 1950. De surcroît, les discours donnent l'impression qu'à partir de la fin des années 1950, il commence à aller de soi que la prospérité définit la société et l'époque. Par exemple, Paul-Émile Charron, qui deviendra une dizaine d'années plus tard directeur et secrétaire général du Mouvement Desjardins, parle de « notre civilisation d'abondance³⁵ », tandis que le jésuite Émile Bouvier prend l'abondance comme prémisses, en avril 1962, dans son évocation d'une « nouvelle forme de chômage [qui] se manifeste par l'accouplement graduel et progressif du chômage avec une période de prospérité³⁶ ». En somme, tel que le souligne Robert Comtois dans un article de *Relations* en 1964, « [c]'est devenu un truisme de dire et de répéter que les pays occidentaux sont des pays riches et matérialistes³⁷ », ce à quoi font écho plusieurs experts associant le Canada à une « société d'abondance³⁸ ».

L'analyse des données statistiques entre sans doute en ligne de compte, mais il se peut que ces discours portent l'empreinte des publications, américaines surtout, sur la société de consommation³⁹. Celle-ci se met d'ailleurs en place

30 *Banque Canadienne Nationale*, juin 1953, s. p. La Banque Royale souligne elle aussi la prospérité dont « les familles canadiennes ont profité [...] en 1955 pour accroître leur protection financière en augmentant considérablement leurs assurances », dans « L'importance de l'assurance sur la vie », *La Banque royale du Canada – Bulletin mensuel*, juin 1956, p. 3.

31 *Banque Canadienne Nationale*, août 1956, s. p.

32 « Protégez la valeur de votre argent », *Sélection du Reader's Digest*, octobre 1956, p. 265.

33 « Dans un pays qui s'enrichit, pourquoi les travailleurs se contenteraient-ils de la pauvreté », *Le Travail*, 29 octobre 1954, p. 5.

34 « Joliette – Les ouvriers doivent profiter de la prospérité générale », *Le Travail*, 17 décembre 1954, p. 4.

35 Paul-Émile Charron, « Le sens chrétien de la richesse », *La Revue Desjardins*, février 1959, p. 35.

36 Émile Bouvier, « Le chômage d'une économie d'abondance », *Relations*, avril 1962, p. 94.

37 Robert Comtois, « Richesse et pauvreté », *Relations*, février 1964, p. 44.

38 « La masse des hommes considère notre ère d'abondance économique avec un esprit d'antan », *La Revue Desjardins*, mai 1964, p. 98; Maurice Lamontagne, « Société d'abondance et de techno-structure », *La Revue Desjardins*, 1970-4, p. 16; Paul-Émile Charron, « Conséquences sociales de la société d'abondance et de la techno-structure », *La Revue Desjardins*, 1970-4, p. 28. (À partir de 1970, *La Revue Desjardins* cesse d'indiquer le mois correspondant à chaque numéro.) Quant au vocable « consommation de masse », il ne semble guère prisé avant les années 1970.

39 C'est-à-dire une « [s]ituation dans laquelle une majorité d'individus a aisément accès aux biens de consommation courante grâce à un niveau de vie élevé ». Yves Alpe et coll., « Consommation de masse », *Lexique de sociologie*, Paris, Dalloz, 2007, p. 53.

plus tôt aux États-Unis qu'au Canada, où elle ne s'implante vraiment qu'à partir des années 1960⁴⁰. C'est en effet en 1958 que John Kenneth Galbraith publie *The Affluent Society*, traduit en français en 1961, ce qui contribue à diffuser la notion de « société d'abondance ». En 1964, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale transpose d'ailleurs les idées de Galbraith au Canada, tout comme le fait l'économiste et homme politique Maurice Lamontagne, alors sénateur, dans une conférence prononcée en 1967. L'ouvrage *The Waste Makers* du journaliste américain Vance Packard (1960) trouve lui aussi écho au nord de la frontière, le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale y faisant par exemple référence au début des années 1960⁴¹. En outre, il est envisageable que les représentations américaines, omniprésentes dans les réclames publicitaires qui figurent dans plusieurs périodiques, induisent les commentateurs québécois à croire qu'ils se meuvent dans une société aussi prospère et aussi consumériste que les États-Unis pendant l'après-guerre. La chose est d'autant plus probable que ces représentations véhiculent, selon Sébastien Couvrette, le « mythe de la prospérité de banlieue incarné par la classe moyenne très aisée, devenue la nouvelle élite sociale dont le statut privilégié s'exprime à travers la consommation de biens dispendieux et l'accès à la propriété de banlieue ainsi qu'à un chalet, aux loisirs et aux voyages⁴² ».

Le fait de vivre dans une « ère d'abondance » a beau commencer à être décrit comme s'il s'agissait d'une évidence, d'une prémisse, d'une « réalité » partagée par tous, cette transition qui s'opère dans les discours à la fin des années 1950 est prématurée, d'après les statistiques. La fin des années 1950 constitue peut-être en effet un moment clé pour l'Ontario, où le niveau de vie est plus élevé qu'au Québec, tel que le notent entre autres Jean-Pierre Charland et Mario Desautels⁴³. Suivre les acquisitions d'automobiles particulières, comme nous l'avons fait ailleurs, nous a toutefois incitée à situer au tournant des années 1970 le moment où la société de consommation caractérise le Québec et vers la fin des années 1960 celui où elle caractérise l'ensemble du Canada. Cette dernière date n'est pas sans rappeler les observations de Joy Parr selon lesquelles les années 1960 font également figure de charnière⁴⁴. C'est donc dire que la prise de conscience de l'abondance précède peut-être l'abondance en tant que telle.

40 Voir à ce sujet : Parr, *Domestic Goods*, p. 9, 13-16, 29, 64-65, 218-242, 267.

41 « Les affaires ne sont plus les affaires », *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, mars 1964, s. p.; Maurice Lamontagne, « Conséquences économiques et sociales de l'abondance et de l'évolution », *La Revue Desjardins*, mai 1968, p. 94-95; « À la recherche d'un art de vivre », *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, mai 1961, s. p.

42 Sébastien Couvrette, « La classe moyenne se met en scène. La publicité des quotidiens montréalais comme discours de classe, 1920-1970 », *Recherches sociographiques*, vol. 53, n° 3, septembre-décembre 2012, p. 612.

43 Jean-Pierre Charland et Mario Desautels, *Système technique et bonheur domestique. Rémunération, consommation et pauvreté au Québec, 1920-1960*, Québec, IQRC, 1992, p. 210.

44 O'Neill, « *L'argent ne fait pas le bonheur* », p. 66-90. Pour l'Ontario, nous avons situé ce « moment clé » à la fin des années 1950. Parr, *Domestic Goods*, p. 175-176; 243-245.

L'inflation, exemple révélateur d'inquiétudes persistantes

Une « ère d'inflation » ?

Un peu paradoxalement, à côté de ces évocations de la prospérité qui versent peut-être dans l'excès d'optimisme, les experts font état d'appréhensions dont la persistance surprend, étant donné la santé relative de l'économie. La crainte de l'inflation, qui imprègne les discours pendant l'ensemble des Trente Glorieuses, surtout ceux émanant des milieux syndicaux et des institutions financières, fournit un exemple précis et frappant de ce phénomène. Cette situation n'étonne guère au sortir du conflit, et il est indéniable qu'à certains moments, les prix grimpent « assez », en rétrospective, pour justifier des inquiétudes qui s'en trouvent manifestement exacerbées. Entre 1945 et 1972, le taux d'inflation ne croît toutefois pas de manière effrénée dans l'ensemble, ni à Montréal, ni à Toronto, ni dans l'ensemble du Canada non plus; en effet, quoiqu'une hausse soit tout de même bien perceptible, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente d'un peu plus de 3 % par année en moyenne⁴⁵. Si, comme porte à le croire ce pourcentage, l'inflation est non négligeable à certains moments des Trente Glorieuses, une analyse plus fine nuance ce portrait qui, en ce sens, n'apparaît pas digne d'être cause d'alarme.

En 1947, en 1948 et en 1951, le taux d'inflation effectue certes des bonds assez impressionnants dans les deux métropoles comme dans l'ensemble du pays, allant de 9,33 % à 14,76 % (tableau 1). À ce moment, les inquiétudes semblent d'ailleurs atteindre un certain paroxysme; ainsi, en 1948, l'exécutif de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada demande-t-il au gouvernement la tenue d'une « commission royale d'enquête sur la hausse continue des prix⁴⁶ », pendant que la femme de lettres Jeanne Gris  -Allard évoque « la hausse vertigineuse du coût de la vie essentielle⁴⁷ ». Toutefois, pendant le reste de la période, le taux d'inflation augmente nettement moins rapidement. Sa hausse s'accélère bien à certains moments, surtout dans la deuxième moitié des années 1960 et en 1972, mais, en contrepartie, des hausses relativement faibles, c'est-à-dire de moins de 2 %, ne sont pas rares. L'année 1953, pendant laquelle, avouons-le, la province traverse une brève r  cession⁴⁸, est même le témoin d'une légère déflation. Entre 1952 et 1965, soit pendant près de la moitié des Trente Glorieuses, les prix apparaissent d'une stabilité remarquable, surtout à Montréal, où le taux d'inflation augmente de -1,11 % à 2,95 % par année.

45    partir du tableau 1, il est possible de calculer qu'entre 1945 et 1972, l'IPC augmente 3,16 % à Montréal, de 3,26 % à Toronto et de 3,36 % dans l'ensemble du Canada.

46 « Commission Royale d'enquête sur la hausse continue des prix », *Le Travail*, février 1948, p. 10.

47 Jeanne Gris  -Allard, « Les allocations familiales. Un chèque bien employé », *Relations*, août 1948, p. 240.

48 Philippe Kabore et coll., «   tude spéciale. Histoire économique du Québec depuis une soixantaine d'années », Desjardins –   tudes économiques, sur le site des Caisses populaires Desjardins, [En ligne], p. 2-4. <http://www.desjardins.com/ressources/pdf/pv1411f.pdf?resVer=1416925943000> (page consultée le 30 novembre 2014). Par souci de clarté et de concision, nous avons choisi de nous fier au calendrier des récessions et des périodes de croissance fourni par Kabore et coll., étant donné qu'il s'agit d'une étude très récente s'appuyant sur une définition stricte du terme « récession », au sens que lui donnent les économistes.

Tableau 1 : Indice des prix à la consommation (IPC) et taux d'inflation annuel (en %), Montréal, Toronto et Canada, 1945-1975 (1971 = 100)

	Montréal		Toronto		Canada	
	IPC	Taux d'inflation	IPC	Taux d'inflation	IPC	Taux d'inflation
1945	45,5		44,3		43,5	
1946	47,0	3,30	45,9	3,61	45,0	3,45
1947	51,5	9,57	50,4	9,80	49,2	9,33
1948	59,1	14,76	57,1	13,29	56,3	14,43
1949	61,1	3,38	58,9	3,15	58,0	3,02
1950	63,4	3,76	61,3	4,07	59,7	2,93
1951	71,0	11,99	68,0	10,93	66,0	10,55
1952	71,9	1,27	69,2	1,76	67,6	2,42
1953	71,1	-1,11	68,8	-0,58	67,0	-0,89
1954	71,4	0,42	69,7	1,31	67,4	0,60
1955	71,4	0,00	70,0	0,43	67,5	0,15
1956	72,4	1,40	71,1	1,57	68,5	1,48
1957	74,5	2,90	73,7	3,66	70,7	3,21
1958	76,7	2,95	75,7	2,71	72,6	2,69
1959	77,6	1,17	76,0	0,40	73,4	1,10
1960	78,2	0,77	76,8	1,05	74,3	1,23
1961	79,0	1,02	77,3	0,65	75,0	0,94
1962	79,9	1,14	78,0	0,91	75,9	1,20
1963	81,3	1,75	79,3	1,67	77,2	1,71
1964	82,5	1,48	80,6	1,64	78,6	1,81
1965	84,3	2,18	82,6	2,48	80,5	2,42
1966	86,8	2,97	86,2	4,36	83,5	3,73
1967	90,2	3,92	88,8	3,02	86,5	3,59
1968	93,3	3,44	92,2	3,83	90,0	4,05
1969	96,2	3,11	95,9	4,01	94,1	4,56
1970	98,2	2,08	98,4	2,61	97,2	3,29
1971	100,0	1,83	100,0	1,63	100,0	2,88
1972	103,8	3,80	104,1	4,10	104,8	4,80
1973	110,7	6,65	111,3	6,92	112,7	7,54
1974	123,0	11,11	123,0	10,51	125,0	10,91
1975	136,4	10,89	136,1	10,65	138,5	10,80

Source : *Statistiques historiques du Canada*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada, c1983, séries Statistique Canada, séries K8-18 et K23-32. Le calcul du taux d'inflation est de nous.

Pendant une bonne partie de la période, les prix augmentent plutôt lentement, voire très lentement, selon les statistiques, rythme qui infirme les assertions de maints commentateurs. Le maintien d'un discours alarmiste sur la hausse des prix tout au long des Trente Glorieuses – qui, incidemment, se terminent justement au moment où l'inflation devient galopante – est donc véritablement étonnant, du moins en rétrospective. Il importe en fait de garder en tête qu'après quinze années de frugalité, les ménages et les commentateurs québécois ne disposent pas des informations qui leur permettraient de deviner qu'ils sont à l'aube de trois décennies d'abondance relative et que la crise économique les épargnera jusqu'en 1973. Certes, il est difficile de concevoir que les contemporains ne constatent pas le quasi-plein-emploi, la montée de l'épargne et l'activité économique florissante que le conflit a entraînés dans son sillage. De même, les ménages sont assurément conscients de la popularité des électroménagers et des automobiles particulières qu'un nombre croissant d'entre eux ont les moyens de se procurer. Cela ne veut pas dire pour autant que l'entrée dans la société de consommation et la santé économique sont aussi aisément perceptibles au quotidien, les acteurs et les actrices historiques ne bénéficiant pas du recul nécessaire pour savoir qu'ils traversent trois décennies de prospérité inégalée. Les données statistiques à leur disposition ne portant évidemment pas sur le moment présent, elles n'offrent ni garantie ni certitude quant à la situation actuelle et future. Dans ce contexte, l'inflation, même quand elle est presque négligeable selon les critères actuels, n'apparaît jamais comme un phénomène normal dans des discours qui présentent toute hausse des prix comme un problème, pour ne pas dire une catastrophe. Les craintes que génère toute hausse des prix donnent ainsi à penser qu'à côté des évocations de la « prospérité ambiante », de nombreuses appréhensions subsistent.

Compte tenu de l'arsenal des dispositions en vigueur au pays pendant le second conflit mondial, comme le rationnement ou le contrôle des prix et des salaires, l'inflation devient, sans grande surprise, un enjeu important même avant l'armistice. En fait, d'après Yves Tremblay, « la lutte à l'inflation [...] domine l'esprit de toutes les mesures⁴⁹ » adoptées par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre entre 1939 et 1951, même si, « [o]bservée du dehors de la bureaucratie, elle n'a jamais vraiment menacé⁵⁰ » le Canada. Certes, les prix montent pendant la guerre, mais le pays s'en sort somme toute fort bien, comme le souligne Tremblay. Très à l'affût des fluctuations de l'Indice du coût de la vie (ICV), qui devient l'Indice des prix à la consommation (IPC) en 1952⁵¹, divers experts relèvent les variations des prix au pays dès la fin du conflit mondial – et très probablement avant; aussi voient-ils d'un œil inquiet toute hausse, même minime. Par exemple, en novembre 1945, tout en rapportant que le coût du panier de biens montre une « [l]égère baisse du coût de la vie », *Le Monde ouvrier*

49 Yves Tremblay, « La consommation bridée. Contrôle des prix et rationnement durant la Deuxième Guerre mondiale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 4, printemps 2005, p. 605.

50 Yves Tremblay, « La consommation bridée », p. 606.

51 Richard Evans et coll. (dir.), « Survol du premier siècle de l'Indice des prix à la consommation au Canada », *Statistique Canada*, <http://www.statcan.gc.ca/pub/62-604-x/62-604-x2015001-fra.htm> (consulté le 8 juin 2015).

mentionne que l'indice a grimpé de 18,8 % depuis le début de la guerre⁵², tandis que Cyrille Vaillancourt affirme, l'année suivante, que « [p]ersonne ne peut nier que nous avons l'inflation chez nous⁵³ ». En fait, comme l'a démontré Magda Fahrni, « [a] concern with prices, and a politics centred on purchasing, figured prominently in Canada's urban centres in the 1940s⁵⁴ », ce qui est manifeste dans les discours au début de la période de la reconstruction. Même aux États-Unis, où, selon Lizabeth Cohen, la population est pourtant incitée à consommer au nom du bien commun, l'inflation n'est pas sans susciter d'inquiétudes, notamment lorsque les prix montent après la levée des contrôles en 1946 ou pendant la guerre de Corée⁵⁵.

Dans les années 1940, quelques indices laissent par ailleurs croire que l'inflation est perçue comme tributaire de la reconversion vers une économie de paix et constitue en conséquence un phénomène temporaire. En 1947, John Caulfield Smith, responsable de la section *Home planning* dans le *Chatelaine* canadien-anglais, déconseille ainsi l'acquisition d'une maison « *at today's inflated prices* », puisque l'emprunt contracté pour ce faire pèsera peut-être très lourd sur les finances familiales lors du retour à la « normale » du marché, ce à quoi il s'attend manifestement⁵⁶. Cette idée d'une normalité à venir – qu'observe entre autres Cohen aux États-Unis⁵⁷ – sous-entend que l'inflation est considérée comme une anomalie passagère. En 1948, Byrne Hope Sanders, la rédactrice en chef de *Chatelaine*, s'avoue en ce sens horrifiée à la pensée que les prix ne baisseront pas dans un avenir rapproché⁵⁸. Madame A. H. Benton-Neff, une lectrice de ce magazine qui se définit comme Anglo-Écossaise, est plus optimiste. Toutefois, elle perçoit vraisemblablement elle aussi l'inflation d'après-guerre comme temporaire, en jugeant que les prix redescendront comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale⁵⁹. C'est donc dire que la persistance de l'inflation, aussi faibles soient les hausses observées pendant une bonne partie de la période, va à l'encontre des attentes et des prévisions, ce qui exacerbe visiblement les inquiétudes des divers experts.

Pendant la grande majorité des Trente Glorieuses, ceux-ci véhiculent l'idée selon laquelle le Canada ou le Québec traverse une période d'inflation. À ce chapitre, les exemples abondent. En 1950, alors que l'IPC a augmenté « de quatre points et demi depuis un an », *Banque Canadienne Nationale* affirme ainsi : « La ménagère dit que tout augmente. L'économiste constate que la monnaie se déprécie. Ce sont là les deux aspects d'un même phénomène : l'inflation⁶⁰. » L'année suivante, la lecture de la situation économique que fait *Le Travail* pose

52 « Légère baisse du coût de la vie », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, 10 novembre 1945, p. 2.

53 Cyrille Vaillancourt, « La situation aujourd'hui », *La Revue Desjardins*, octobre 1946, p. 142. Il avait fait un constat analogue en avril de la même année : Cyrille Vaillancourt, « Taux d'intérêt », *La Revue Desjardins*, avril 1946, p. 62.

54 Fahrni, *Household Politics*, p. 108.

55 Cohen, *A Consumers' Republic*, p. 121.

56 John Caulfield Smith, « The Smiths Build a House », *Chatelaine*, août 1947, p. 20.

57 Cohen, *A Consumers' Republic*, p. 100.

58 Byrne Hope Sanders, « "Prices Won't Come Down in Our Lifetime" », *Chatelaine*, septembre 1948, p. 2.

59 « Dear Editor – Prices Will Come Down », *Chatelaine*, novembre 1948, p. 14.

60 *Banque Canadienne Nationale*, mai-juin 1950, s. p.

la présence de l'inflation comme un fait, déclarant que « [c]omme tout le reste, le prix des textiles de coton monte rapidement depuis le début de la guerre de Corée⁶¹ ». Il est vrai que 1951 est l'une des deux années des Trente Glorieuses – au sens strict où elles se terminent en 1973 – qui voient l'IPC grimper de plus de 10 % à Montréal, à Toronto et dans l'ensemble du Canada⁶². Il n'en va toutefois pas de même pour le reste des années 1950, l'IPC n'augmentant au total que de 8,76 % à Montréal, de 10,98 % à Toronto et de 9,91 % au Canada entre 1952 et 1960, soit pendant tout le reste de la décennie. Cela n'empêche cependant pas Kenneth Wilson de parler d'une « *inflationary period*⁶³ » dans les pages de *Chatelaine*, ni Marie-Paule Vinay de juger, dans *La Famille*, en 1952, qu'« [a]vec le prix de la vie, il devient coûteux de recevoir⁶⁴ ». La même année, *Banque Canadienne Nationale* remarque qu'« [e]n ces années de vie chère, il est tout naturel que le consommateur suive de près les variations de l'indice des prix⁶⁵ », ce qui encourage la construction de la hausse du coût de la vie comme un enjeu digne d'attention, et de préoccupations.

Cet enjeu ne disparaît jamais vraiment des discours, même quand les prix suscitent moins d'inquiétudes parmi les experts, notamment au milieu des années 1950 et au début des années 1960 (surtout en 1962-1963) où ils sont particulièrement stables (tableau 1). Il surgit par exemple lorsqu'il est question, dans *Le Travail* d'octobre 1953, des femmes d'Arvida qui « s'organisent pour abaisser le coût de la vie⁶⁶ » ou quand la CTCC affirme, l'année suivante, être « opposée à la hausse du prix du lait⁶⁷ ». Dès 1956, les tirades inquiètes effectuent un retour en force. *Le Travail* observe ainsi une « [t]roisième hausse de l'indice des prix » en septembre et souligne qu'il atteint un « [n]ouveau sommet » en décembre⁶⁸. De tels propos, en apparence objectifs, sont loin d'être anodins. Comme Fahrni l'a noté pour l'immédiat après-guerre, « [*r*]egular reports in the daily press on Canadians' battle with inflation, and frequent updates on price indexes, kept readers aware of the continued importance of prices in peacetime⁶⁹ ». Les articles présentant un compte rendu des données statistiques sur l'inflation sont légion même au-delà de la période de la reconstruction, surtout dans les pages des périodiques syndicaux et de *La Revue Desjardins*. Plus encore, la récurrence et l'omniprésence d'entrefilets sur le coût de la vie – qui font état d'une hausse, aussi minime soit-

61 « Pourquoi vos chemises coûtent plus cher ! », *Le Travail*, 24 août 1951, p. 2.

62 Comme le montre le tableau I, l'IPC passe de 49,2 à 56,3 de 1947 à 1948 et de 59,7 à 66,0 entre 1950 et 1951. En 1960, il s'établit à 74,3.

63 Kenneth Wilson, « Sister If You've Never Kept a Budget ... You'd Better Start Now », *Chatelaine*, janvier 1951, p. 56.

64 Marie-Paule Vinay, « Où commence et où finit la famille ? », *La Famille*, février 1952, p. 94.

65 *Banque Canadienne Nationale*, novembre 1952, s. p. D'autres exemples auraient pu être invoqués. En 1952, Paul Sauriol parle notamment de « la vague d'inflation qui nous emporte ». Paul Sauriol, « Aspect économique de la famille », *La Famille*, octobre 1952, p. 58-59.

66 « Des femmes s'organisent pour abaisser le coût de la vie », *Le Travail*, octobre 1953, p. 5.

67 Jean Marchand, « La C. T. C. C. opposée à la hausse du prix du lait », *Le Travail*, 26 novembre 1954, p. 1-2.

68 « Troisième hausse de l'indice des prix », *Le Travail*, 14 septembre 1956, p. 4; « Nouveau sommet de l'indice des prix », *Le Travail*, 14 décembre 1956, p. 2.

69 Fahrni, *Household Politics*, p. 113.

elle, mais presque jamais d'une baisse – donnent, pris ensemble, l'impression d'un problème⁷⁰.

En fait, les experts contribuent à véhiculer l'idée selon laquelle toute hausse est anormale, alarmante. Certes, les discours qui s'appuient sur des données statistiques font preuve de nuances. Quelques baisses sont parfois notées, tout comme le caractère « modéré » de la hausse des prix, mais ces observations sont loin de dominer la production discursive⁷¹. Ainsi le président du Conseil central de Québec de la CTCC, André Roy, affirme-t-il en décembre 1956 : « Sur le plan de la vie économique, ce n'est pas sans crainte que les travailleurs, après avoir connu pendant quelques années un chômage considérable, redoutent aujourd'hui d'être les victimes à peu près impuissantes d'une nouvelle crise d'inflation. N'est-il pas vrai, en effet, que depuis le printemps, le coût de la vie n'a cessé d'augmenter⁷². » L'IPC n'augmente pourtant que d'environ 1,5 % de 1955 à 1956 (tableau 1), croissance plutôt faible si on la compare aux augmentations de 7 % en moyenne qui caractérisent les années 1970 et 1980⁷³.

La tendance se maintient toujours à la fin de la décennie. En 1958, les prix à la consommation « ne cessent d'augmenter », selon le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale⁷⁴; à son avis, même la récession de la fin de la décennie « n'a pas supprimé les tendances inflationnistes⁷⁵ ». De son côté, *Le Travail* juge que « [l]e coût de la vie augmente de même que le chômage tandis que le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer⁷⁶ ». Ce faisant, ces publications révèlent que les commentateurs de la fin des années 1950 voient aussi comme particulièrement problématique le fait que les prix continuent de monter, surtout en période de récession.

Les années 1960 ne voient pas disparaître les discours inquiets qui construisent l'inflation comme problématique, même quand elle est faible selon les standards actuels, ce qui est le cas à plusieurs moments pendant les Trente Glorieuses. En 1963, la hausse de 1,75 % à Montréal (tableau 1) n'empêche pas Cyrille Vaillancourt d'affirmer dans un éditorial qu'« [i]l n'y a pas à se leurrer, nous sommes lancés dans une ère d'inflation⁷⁷ ». Dans la seconde moitié des années 1960, la croissance « effarante⁷⁸ » des prix inquiète particulièrement, au dire de la revue syndicale

70 Par exemple : « Hausse du prix des vivres », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, août 1956, p. 3; « Le coût de la vie grimpe encore », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, décembre 1956-janvier 1957, p. 2; « Cost of Living Rise to an All-Time High », *Le Travail*, 12 décembre 1958, p. 8.

71 Voir par exemple : Cyrille Vaillancourt, « La situation aujourd'hui », *La Revue Desjardins*, août-septembre 1959, p. 123; Jos. Turmel, « Notes et commentaires », *La Revue Desjardins*, avril 1948, p. 75; « Le Canada d'aujourd'hui (I) », *La Banque royale du Canada – Bulletin mensuel*, décembre 1952, s. p.; « Une productivité plus grande permet l'augmentation des salaires sans hausse de prix », *Le Travail*, 18 janvier 1957, p. 2.

72 André Roy, « Vœux du Président du Conseil Central de Québec », *Le Travail*, 28 décembre 1956, p. 1.

73 « L'inflation et la déflation au Canada », *Statistique Canada*, http://www.statcan.gc.ca/pub/11-402-x/2006/3956/ceb3956_003-fra.htm (consulté le 3 août 2017).

74 « Le Canada d'aujourd'hui XV. L'avenir économique », *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, décembre 1958, p. 1-2.

75 « Le budget fédéral », *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, avril 1959, p. 1.

76 « La crainte sera le commencement de la sagesse », *Le Travail*, mars 1958, p. 4.

77 Cyrille Vaillancourt, « Quelques points d'interrogation sur notre économie », *La Revue Desjardins*, octobre 1963, p. 143.

78 « On se fait mourir à l'ouvrage... mais on n'en a pas plus », *Le Travail*, mai 1966, p. 4.

Le Travail. L'IPC augmente alors un peu plus rapidement – d'environ 2 % à 4,4 % par année, ce qui n'est pas énorme dans un contexte où les salaires sont aussi à la hausse. En 1967, c'est au tour de *Châtelaine* de vouloir enseigner à son lectorat « [c]omment déjouer l'inflation⁷⁹ ». L'année suivante, le gouverneur de la Banque du Canada, Louis Rasminsky, abonde dans le même sens, déplorant que « [n]os prix et nos coûts montent encore trop rapidement, en dépit de l'augmentation du chômage et du sous-emploi de nos ressources productives⁸⁰. » C'est peut-être Paul-Émile Charron qui, en 1969, illustre avec le plus d'éloquence le fait que la loupe des commentateurs des années 1940, 1950 et 1960 semble beaucoup plus sombre que la nôtre. N'affirme-t-il pas qu'en matière d'inflation, « [n]ous avons atteint [...] la limite du tolérable⁸¹ », alors que les données qu'il cite à l'appui de son analyse montrent des variations allant de 0,94 % à 4,16 % pour les années 1961 à 1968 ? Ces variations ne sont pas évaluées du même œil qu'aujourd'hui, même si la façon de mesurer l'inflation est la même que celle que les économistes emploient à l'heure actuelle. Telle est l'une des conclusions qu'il est possible de tirer de ces cris d'alarme.

Monstre, fléau, menace, cancer, peste : construire toute hausse des prix comme un problème

De 1945 au début des années 1970, bon nombre des experts qui se prononcent sur l'état de l'économie, voire la majorité d'entre eux, assimilent l'inflation à un problème d'une gravité inquiétante, pour ne pas dire affolante; à rien de moins qu'une catastrophe. En fait foi Paul-Émile Charron qui, dès octobre 1945, donne le ton en affirmant que sans le contrôle des prix et des salaires pendant la guerre, « nous aurions vite connu la spirale de l'inflation qui signifie la ruine, la spoliation, l'anarchie⁸² ». Selon lui,

ce monstre qu'est l'inflation [...] désorganise tout : production, distribution, consommation. Les comptes deviennent difficiles à payer, car le coût de la vie s'élève plus vite que les salaires. L'épargne réalisée perd graduellement sa valeur d'échange. Les revenus de la population sont inférieurs au niveau des prix. Pour les familles nombreuses à faibles revenus, la hausse des prix crée une situation intenable. Elles se voient privées de tout, plongées dans une profonde misère⁸³.

En mettant en garde contre un éventuel « désastre » si l'inflation s'installe, Charron témoigne d'une conception de ce phénomène qui fait peut-être consensus, à en juger par l'abondance des mentions que nous avons recensées.

79 « Comment déjouer l'inflation avec \$4,000 \$6,500 et \$10,000 par année », *Châtelaine*, janvier 1967, p. 21-22, 48-49. Voir aussi : Bonnie Buxton, « Comment triompher de l'inflation », *Châtelaine*, janvier 1970, p. 17-18, 56; Merle Shain, « How the Huxtables Beat the Cost of Living », *Châtelaine*, janvier 1971, p. 31 et suiv.

80 Louis Raminsky, « La politique monétaire et la défense du dollar canadien », *La Revue Desjardins*, décembre 1968, p. 201.

81 Paul-Émile Charron, « À la limite du tolérable », *La Revue Desjardins*, février 1969, p. 29.

82 Paul-Émile Charron, « Combattons l'inflation qui nous menace », *La Revue Desjardins*, octobre 1945, p. 156.

83 Paul-Émile Charron, « Combattons l'inflation qui nous menace », p. 156.

Ainsi Cyrille Vaillancourt considère-t-il un an plus tard que l'inflation est le point de départ d'« un cercle vicieux qui se continuera jusqu'au moment où [elle] deviendra tellement exorbitante que tout s'effondrera⁸⁴ ». Dans les années 1950, le ton demeure inchangé. À preuve, Byrne Hope Sanders perçoit les « *[h]igh prices* » comme le « *biggest headache in Canada today*⁸⁵ »; Banque Canadienne Nationale et le syndicaliste (et futur homme politique) Jean Marchand assimilent la hausse des prix à un danger⁸⁶ qui, déplore *La Revue Desjardins*, « décourage les vertus : épargne, prévoyance, modération dans l'enrichissement⁸⁷ ». À la fin de la décennie, Charles St-Pierre, président de la Banque Canadienne Nationale, parle de l'inflation qui « sévit depuis la deuxième guerre mondiale et [qui] présente d'autant plus de danger qu'elle est comme le feu qui couve sous les cendres. D'une marche lente et continue, elle réduit d'année en année le pouvoir d'achat du dollar⁸⁸ ». Tout aussi imagé, Cyrille Vaillancourt la compare à un « cancer généralisé⁸⁹ ». Dix ans plus tard, ce n'est à rien de moins que la peste que la journaliste et future sénatrice Renaude Lapointe assimile l'inflation, « un mal qui [...] répand la terreur dans le monde occidental » et qui constitue « la rançon d'une trop grande prospérité⁹⁰ ». Au même moment, le ministère fédéral de la Consommation et des Affaires commerciales, créé en 1967, produit d'ailleurs un livre blanc affirmant qu'« [e]n plus des perturbations qu'elle exerce sur l'ensemble de l'économie, l'inflation entraîne de graves injustices » et « menace gravement notre aptitude à financer l'expansion économique du pays⁹¹ ». Cela dit, le rapport relève la faiblesse de l'inflation entre 1952 et 1965 : il la juge plus importante seulement depuis cette date.

Non moins inquiets, d'autres observateurs considèrent que l'inflation, dangereuse en elle-même, est d'autant plus problématique qu'elle suscite une anxiété au sein de la population. Ainsi les délégués du Conseil Central des Syndicats Catholiques et Nationaux de Victoriaville et du district d'Arthabaska, Inc. jugent-ils « angoissant », en 1946, que « la famille ouvrière voit son budget

84 Cyrille Vaillancourt, « La situation aujourd'hui », *La Revue Desjardins*, octobre 1946, p. 142.

85 Byrne Hope Sanders, « Honesty and High Prices », *Chatelaine*, juin 1951, p. 3.

86 « La hausse du coût de la vie, menace pour les travailleurs », *Le Travail*, 28 septembre 1956, p. 5; *Banque Canadienne Nationale*, mai 1956, s. p.

87 « Propos du vieux moraliste... Péchés anti-sociaux », *La Revue Desjardins*, janvier 1957, p. 9. Article tiré du *Messenger Raiffeisen*, Suisse. Le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale parle aussi, en 1956, d'un contexte où « l'inflation menace ». *Banque Canadienne Nationale*, décembre 1956, s. p.

88 *Bulletin mensuel – Banque Canadienne Nationale*, janvier 1959, p. 3. Il la dépeint aussi, non sans rappeler les commentaires imaginés que nous citons plus bas, comme « la maladie des monnaies ».

89 C. Vaillancourt, « L'inflation, c'est l'affaire de tout le monde, alors ce n'est l'affaire de personne », *La Revue Desjardins*, décembre 1958, p. 183.

90 Renaude Lapointe, « Face à l'inflation, le rôle des maîtresses de maison », *Ma Caisse populaire*, 1968-5, p. 13. Article reproduit du journal *Le Papetier par Terre et Foyer* (février-mars 1968). À partir de la fin des années 1960, *Ma Caisse populaire* cesse d'indiquer le mois correspondant à chaque numéro.

91 Gouvernement du Canada, *Politiques pour la stabilisation des prix*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968, p. 8. L'analyse des mesures fiscales adoptées par les gouvernements, en premier lieu au niveau fédéral, pendant les Trente Glorieuses dépasse de loin nos ambitions ici – tout comme les moyens de lutter contre l'inflation prônés par les différents experts, moyens que nous avons examinés ailleurs (O'Neill, « *L'argent ne fait pas le bonheur* », p. 126-130). Il va sans dire toutefois que l'État est un acteur dans les débats sur le coût de la vie, ne serait-ce qu'en raison de son intervention en la matière pendant la Seconde Guerre mondiale. Sur ce dernier sujet, voir Tremblay, « La consommation bridée », p. 569-607.

augmenté d'une façon inquiétante⁹² »; moins d'un an plus tard, « la masse du peuple » éprouve de plus en plus de difficultés à jongler avec l'inflation, selon le syndicaliste Gustave Francq⁹³. Dans la même veine, Yves Poisson estime que « [l]a question de l'inflation et de ses terribles conséquences hante de nos jours tous les esprits⁹⁴ »; et pour *Banque Canadienne Nationale*, « [l]'inflation sape la confiance. [...] Elle amoindrit non seulement le pouvoir d'achat, mais encore la volonté d'acheter d'une grande partie de la population, et elle finit par entraîner le chômage, la dépression et la misère⁹⁵ ». Par leurs propos, les experts créent très probablement un cercle vicieux dans la mesure où ce sont possiblement leurs cris d'alarme qui incitent les « gens ordinaires » à s'inquiéter de l'inflation, cette inquiétude exacerbant et confortant à son tour les angoisses des experts.

Dans une autre optique, l'inflation est souvent mise en lien avec les salaires et construite comme un problème, étant donné qu'elle gruge toute augmentation salariale, au dire de certains, notamment les syndicats. En découlerait donc une baisse du niveau de vie ou, du moins, une hausse moins importante que ne le laissent miroiter les statistiques. Dès 1945, *Le Monde ouvrier* affirme que « [l]es salaires sont à la hausse et non le pouvoir d'achat⁹⁶ ». Cette idée de vases communicants entre les salaires et le coût de la vie perdure au cours des années 1950, avant de s'estomper – sans totalement disparaître – dans les années 1960. Ainsi une enquête du Congrès Canadien du Travail indique-t-elle en 1951 qu'en dépit d'augmentations de salaires non négligeables, « les prix ont augmenté encore davantage et plus rapidement », ce qui s'est traduit par une baisse du niveau de vie pour « 4 ouvrier[s] sur 10⁹⁷ ». En 1957, Paul-Émile Charron, des Caisses populaires Desjardins, abonde dans le même sens : « Les revenus des canadiens [*sic*] ont plus que triplé au cours des derniers quinze ans, écrit-il, mais l'inflation des prix a réduit de presque 50 % le pouvoir d'achat réel de ces revenus, puisque le coût de la vie a presque doublé depuis quinze ans ». En 1967, *Le Travail* fait encore état d'une situation où les salaires croissent moins rapidement que le coût de la vie⁹⁸. Seule la revue *Le Consommateur* perçoit une amélioration du pouvoir d'achat en 1965, par comparaison avec 1949⁹⁹.

Sans grande surprise, on constate que l'inflation est parfois assimilée au problème des ménagères. Sans doute est-ce en raison de la tradition voulant que, dans les milieux ouvriers, les femmes soient responsables de la gestion des finances domestiques, comme l'a démontré Denyse Baillargeon, par exemple¹⁰⁰. Il faut aussi se rappeler que pendant la guerre, la propagande fédérale avait fait

92 « À Victoriaville – La famille ne peut absorber le prix du pain », *Le Travail*, décembre 1946, p. 4.

93 Gus. Francq, « Dollar canadien vs dollar américain. Quelle est la solution? », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, octobre-novembre 1947, p. 1.

94 Yves Poisson, « L'inflation, le coût de la vie et les salaires », *Relations*, août 1947, p. 244.

95 *Banque Canadienne Nationale*, septembre-octobre 1948, s. p.

96 « Les salaires sont à la hausse et non le pouvoir d'achat », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, 3 février 1945, p. 6.

97 Le niveau de vie de 4 ouvrier[s] sur 10 a baissé depuis 1946 », *Le Travail*, 17 août 1951, p. 2-3 ; Paul-Émile Charron, « L'inflation et l'épargne », *La Revue Desjardins*, août-septembre 1957, p. 155.

98 Jacques Guay, « Les travailleurs dans la société », *Le Travail*, juin 1967, p. 3.

99 « Indice des prix à la consommation », *Canadian Consumer / Le Consommateur*, mars-avril 1965, p. 121.

100 Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1993, p. 146.

appel aux ménagères pour lutter contre la hausse du coût de la vie et qu'à la fin des années 1940, la consommation domestique est présumée constituer l'apanage des femmes, surtout des femmes mariées, comme l'observe Magda Fahrni¹⁰¹. En 1951, Suzanne Malo présente en ce sens, dans les pages du *Mouvement ouvrier*, une mère de famille qui « voit son foyer et la multitude des autres aux prises avec des problèmes sans nombre : coût de la vie trop élevé, le soir de la paie elle ne sait pas comment calculer pour arriver à payer le nécessaire¹⁰² ». Cela dit, la hausse des prix est rarement appréhendée comme un problème qui se conjugue uniquement au féminin. Le bulletin mensuel de la Banque Canadienne Nationale résume en fait plutôt bien l'impression générale : « Bien qu[e] l'indice des prix] fléchisse légèrement de temps à autre, y lit-on, il reste si élevé qu'il provoque les doléances de la ménagère, suscite des revendications ouvrières et pousse même parfois divers groupements à réclamer l'intervention de l'État¹⁰³ ». De plus, force est de constater que, jusqu'aux années 1960, le discours sur l'inflation – peut-être sur l'économie en général – provient surtout d'hommes, du moins dans les sources que nous avons consultées.

Comment expliquer ce phénomène ?

Certaines hypothèses peuvent expliquer ces inquiétudes au sujet de la hausse du coût de la vie. En rétrospective, celles-ci n'apparaissent guère fondées, à vrai dire, contrairement aux angoisses que suscite la guerre froide¹⁰⁴, capable d'annihiler l'humanité. Pendant l'immédiat après-guerre, les familles ouvrières et celles issues de la classe moyenne sont incitées par le gouvernement (qui maintient ses contrôles), les associations de consommateurs et les périodiques syndicaux à continuer de porter attention aux prix et aux enjeux relatifs à la consommation, comme l'a déjà fait remarquer Fahrni¹⁰⁵. Toutefois, cette interprétation, qui s'applique aux années 1940, se transpose difficilement à l'ensemble des Trente Glorieuses. De même, lors de l'immédiat après-guerre, le souvenir de la récession qui a suivi la période de hausse des prix après le premier conflit mondial contribue probablement à ces anxiétés; dans bien des discours de l'époque, rappelons-le, la crainte d'une crise est liée de près à la présentation de l'inflation comme un problème. Des commentateurs redoutent manifestement que l'histoire ne se répète. Cyrille Vaillancourt, par exemple, exprime cette appréhension en 1946 en établissant en quelque sorte un lien causal entre « l'activité débordante » des prospères années 1920 et la crise économique de la décennie suivante. Sur un ton pour le moins alarmiste, le sénateur adhère à l'évidence au proverbe selon lequel « tout ce qui monte redescend », quand il affirme que l'inflation en cours

101 Fahrni, *Household Politics*, p. 113.

102 Suzanne Malo, « Pas encore hélas ! », *Le Mouvement ouvrier*, 1951, p. 77.

103 *Banque Canadienne Nationale*, novembre 1952, s. p.

104 L'atmosphère anxieuse qui pèse sur le Canada a entre autres été mise en évidence par Adams, *The Trouble with Normal*; Baillargeon, « We Admire Modern Parents »; Mona Gleason, « Psychology and the Construction of the "Normal" Family in Postwar Canada, 1945-1960 », *Canadian Historical Review*, vol. 78, n° 3, septembre 1997, p. 442-477.

105 Fahrni, *Household Politics*, p. 108-109.

ne peut que mener au « dégonflement¹⁰⁶ ». Vaillancourt revient à la charge à la fin des années 1950 en établissant des parallèles entre l'inflation qui sévit alors, du moins à son avis, et celle observée en 1929, soit juste avant la Crise des années 1930¹⁰⁷. En 1960, c'est au tour de Paul-Émile Charron d'affirmer que « [l]es pays ont connu l'inflation non pas tant pendant la guerre, lorsque les gouvernements pouvaient faire appel au patriotisme de leurs citoyens pour qu'ils acceptent les sacrifices exigés, qu'après la guerre, lorsque le public ne voulait plus tolérer davantage les privations du temps de guerre¹⁰⁸ ».

L'éventualité d'une crise économique tourmente d'ailleurs nombre d'experts. Ceux-ci ne la mettent pas toujours clairement en relation avec l'inflation, surtout pendant la première moitié des Trente Glorieuses, ce qui s'explique probablement aussi par le souvenir de la Crise des années 1930. Au sortir du conflit mondial, Cyrille Vaillancourt exhorte donc à la prudence : « On a beau dire et beau chanter la prospérité sur tous les tons, écrit-il, nous aurons une autre crise. Rappelons-nous les sept vaches grasses et les sept vaches maigres¹⁰⁹. » Le fait que la crise suit inéluctablement la prospérité apparaît ainsi inscrit dans le ciel ou, plutôt, dans la Bible. Dans la même veine, Louis Arneau estime dans une lettre ouverte aux « gérants et officiers » des Caisses populaires Desjardins qu'« il nous faudrait être bien naïfs, insensés, ou... bien jeunes, pour ne pas croire que, l'un de ces quatre matins, nous rencontrerons, sur notre route, une forte dépression financière, une crise qui s'apparentera, de très près, à celle de 1929¹¹⁰ ». Cela dit, *Banque Canadienne Nationale* constate en 1947 qu'après la Seconde Guerre mondiale, les choses ne se sont pas passées de la même manière qu'après la Première Guerre mondiale, le Plan Marshall ayant fait en sorte que le Canada et les États-Unis n'ont traversé « aucun ralentissement sensible de l'économie¹¹¹ ».

On pourrait aussi évoquer un certain manque de confiance envers les autorités gouvernementales. En effet, maints commentateurs expriment de vives doléances à l'égard des méthodes de calcul de l'ICV, ce qui joue probablement un rôle dans leur révision par le Bureau fédéral de la Statistique (BFS) en 1952. D'ailleurs, pendant les Trente Glorieuses, les statistiques gouvernementales font régulièrement l'objet de critiques : on leur reproche de ne pas refléter le quotidien des ménages ou on affirme que les prix semblent monter davantage que ne l'indiquent les chiffres¹¹². Ainsi, en 1946, *Banque Canadienne Nationale* soutient

106 C. Vaillancourt, « Soyons prêts », *La Revue Desjardins*, mars 1946, p. 42.

107 « L'inflation », *La Revue Desjardins*, mai 1959, p. 84.

108 Paul-Émile Charron, « L'inflation – sa signification, ses conséquences », *La Revue Desjardins*, février 1960, p. 28.

109 C. Vaillancourt, « Taux d'intérêt », *La Revue Desjardins*, avril 1946, p. 63. Voir aussi, sur les prédictions d'une autre crise éventuelle : Raymond Lacasse, « Coopératives, ventes à crédit, Caisses populaires », *La Revue Desjardins*, octobre 1947, p. 8; « En marge de la situation économique », *La Revue Desjardins*, octobre 1958, p. 146.

110 Louis Arneau, « Lettre ouverte », *La Revue Desjardins*, janvier 1947, p. 8.

111 *Banque Canadienne Nationale*, mai-juin 1947, s. p.

112 Cette critique est déjà présente avant l'entrée dans la période de prospérité relative, puisque Graham Broad en observe la récurrence entre 1942 et 1945, surtout sous la plume des syndicats ou des socialistes. Graham Broad, *A Small Price to Pay: Consumer Culture on the Canadian Home Front, 1939-1945*, Vancouver, UBC Press, 2013, p. 206-209.

que « l'indice officiel ne donne qu'une faible idée » du coût de la vie¹¹³. Sans aller jusqu'à dire que les statistiques sont fausses, un certain R. Hachette, qui écrit pour *Le Monde ouvrier*, juge dans la même veine que le « coût de la vie [...] a augmenté dans des proportions beaucoup plus considérables que veut bien nous l'indiquer la statistique fédérale¹¹⁴ ». Plus encore, sur un ton un peu sarcastique, il ajoute : « Le coût de la vie a augmenté plus que nous pouvons le réaliser, parce que nous ne sommes pas en mesure de connaître tous les facteurs qui entrent dans le coût de la vie. Sinon, il faudrait en conclure que nos épouses nous mentent et qu'elles entassent des réserves à même l'argent qu'on leur confie¹¹⁵. » En 1952, Paul Sauriol lui fait écho dans les pages de *La Famille* : sa critique des données sur lesquelles s'appuient les statistiques fédérales l'amène à affirmer qu'en dépit de ce que ces dernières laissent croire, bien des familles ont vu l'inflation égaler, voire probablement surpasser dans les faits, la hausse des salaires¹¹⁶.

« On a surtout reproché [au BFS] de fonder son indice du coût de la vie sur le budget-type qui est loin de représenter le niveau de vie moyen du peuple canadien¹¹⁷ », fait remarquer la Banque Canadienne Nationale dans son bulletin mensuel en 1952. Celle-ci se porte toutefois à la défense de l'ICV. La Banque le juge en effet « sans lien avec le niveau de vie » ou « le degré de bien-être du public », puisque son rôle « se borne à enregistrer, de mois en mois, les fluctuations des prix des objets de consommation générale ou d'usage courant, fluctuations qui sont déterminées par l'ensemble des manifestations de la vie économique¹¹⁸ ». Le remplacement, par le BFS, de l'ICV par l'IPC – dont le panier comporte plus de biens et qui pondère l'importance des articles dans le budget familial – est donc bien accueilli dans l'ensemble. La Banque Canadienne Nationale, par exemple, perçoit dans son bulletin de novembre 1952 une amélioration dans le nouvel indice des prix, bien qu'il soit « [e]ncore loin d'être impeccable, le Bureau fédéral de la statistique est le premier à le reconnaître¹¹⁹ ». Selon *Le Consommateur*, derrière ce changement dans les modalités de calcul se trouve la volonté de « démontrer que l'Indice des Prix à la Consommation ne mesure seulement que les variations de prix. Ainsi les variations des dépenses d'une famille causées par des goûts nouveaux ou l'achat de biens plus nombreux n'entrent pas en ligne de compte dans ce nouvel indice¹²⁰ ». C'est donc dire que les statistiques fédérales ne mesurent pas, et se gardent bien de prétendre le faire, les répercussions sur le coût de la vie de l'entrée du Québec et du Canada dans la société de consommation. Là se trouve peut-être exactement ce qui dérange les experts.

Même si le nouvel indice est assez bien reçu plus de dix ans après son entrée en vigueur, les critiques ne disparaissent pas tout à fait. « *One of the criticisms*

¹¹³ Banque Canadienne Nationale, juillet-août 1946, s. p.

¹¹⁴ R. Hachette, « Que vaut le dollar ouvrier? », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, 9 février 1946, p. 1.

¹¹⁵ R. Hachette, « Que vaut le dollar ouvrier? », p. 1.

¹¹⁶ Paul Sauriol, « Aspect économique de la famille », *La Famille*, octobre 1952, p. 58-59.

¹¹⁷ Banque Canadienne Nationale, novembre 1952, s. p.

¹¹⁸ Banque Canadienne Nationale, novembre 1952, s. p. D'autres auteurs jugent aussi utile de réitérer les limites de l'indice, notamment Jos. Turmel, « Notes et commentaires », *La Revue Desjardins*, avril 1948, p. 75; J.-C. McGee, « L'indice du coût de la vie », *Relations*, juin 1948, p. 178.

¹¹⁹ Banque Canadienne Nationale, novembre 1952, s. p.

¹²⁰ « Indice des prix à la consommation », *Canadian Consumer / Le Consommateur*, mars-avril 1965, p. 120.

levelled at the index is that it fails to take adequate account of changes in quality¹²¹ », constate en 1965 *Le Consommateur*, qui juge que le BFS a récemment fait des efforts pour revoir ses méthodes de calcul. Cinq ans plus tard, le journaliste canadien-anglais Frank Rasky note que l'IPC s'attire encore des critiques, « en grande partie, parce que bien des gens comprennent mal son objectif », qui ne réside pas dans l'évaluation du coût de la vie¹²². « Les économistes – comme les ménagères, d'ailleurs – ont tendance à reprocher à l'IPC de ne pas refléter fidèlement la répartition des dépenses lors de la hausse brutale de certains prix¹²³ », ajoute Rasky. Autrement dit, malgré les modifications que l'organisme gouvernemental apporte à ses calculs, les statistiques sur les prix continuent d'être soit mal comprises, soit vues d'un œil suspicieux par les experts et possiblement par la population.

Les discours n'étant évidemment pas désintéressés, on peut aussi supposer qu'insister sur l'inflation sert les desseins de certains commentateurs. Il se peut également qu'ils exagèrent la hausse des prix ou soient induits en erreur par des données dont nous ne disposons pas. En 1952, *Le Travail* évoque par exemple une hausse de 20 points de l'ICV, alors que nos chiffres laissent voir une hausse de 1,27 % à Montréal; de 1,76 % à Toronto et de 2,42 % dans l'ensemble du Canada de 1951 à 1952 (tableau 1)¹²⁴. Qui plus est, sans vouloir prêter des intentions aux syndicats, on peut difficilement faire abstraction du fait que l'inflation constitue un des arguments justifiant des augmentations de salaire. Ainsi, dès janvier 1946, *Le Travail* souligne « qu'aujourd'hui, en présence d'un indice du coût de la vie considérablement haussé, avant même qu'il soit question de réclamations pour améliorer la situation du travailleur, il faut que le salaire soit aussi nécessairement plus élevé¹²⁵ ».

Les caisses populaires insistent peut-être elles aussi sur la hausse des prix dans un but précis, étant donné qu'elles estiment – avec raison, concédons-le, – que « [l']inflation détruit la valeur de l'épargne¹²⁶ ». Se remémorant un congrès international tenu par les Caisses populaires Desjardins en 1957 « dans le but d'étudier l'inflation des prix, le crédit à la consommation, l'épargne et le budget familial », Cyrille Vaillancourt affirme, au milieu des années 1960, que l'augmentation du revenu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est assortie d'une stagnation, voire d'une tendance à la baisse, de l'épargne. Il dépeint cet état de fait en des termes catastrophiques, l'inflation « dévora[nt] » à son avis « les épargnes qui allaient en s'affaissant pendant que les dettes à la consommation, qui

121 « The Consumer Price Index », *Canadian Consumer / Le Consommateur*, mars-avril 1965, p. 125.

122 Frank Rasky, *Sélection du Reader's Digest*, décembre 1970, p. 81. Adaptation d'un article de James Daniel.

123 Frank Rasky, *Sélection du Reader's Digest*, p. 81.

124 « Paix-vie chère-immigration », *Le Travail*, 28 mars 1952, p. 1. Il ne s'agit pas du seul exemple du genre que nous avons trouvé. Voir « Le coût de la vie inflige un rude coup aux consommateurs », *The Labor World / Le Monde ouvrier*, août 1951, p. 4; Vaillancourt, « L'inflation, c'est l'affaire de tout le monde », p. 183.

125 André Roy, « Le juste salaire », *Le Travail*, janvier 1946, p. 3.

126 André Morin, « À propos d'indice des prix », *La Revue Desjardins*, août-septembre 1957, p. 159. Voir aussi, entre autres, Paul-Émile Charron, « L'inflation et l'épargne », *La Revue Desjardins*, août-septembre 1957, p. 155-156.

s'élevaient rapidement, conduisaient un nombre sans cesse croissant de familles à la faillite¹²⁷ ».

Malgré leur abondance, toutes ces exhortations à redouter l'inflation s'inscrivent en quelque sorte dans un contre-discours, ne l'oublions pas. Les propos de tous ces experts, aussi prolifiques soient-ils, ne trouvent peut-être – voire probablement – pas autant d'écho que les réclames publicitaires dont les appels à la dépense plutôt qu'à la méfiance colorent aussi le paysage discursif québécois. Il faut également garder en tête que si la hausse des prix ne cesse d'apparaître problématique pendant la période qui nous intéresse, certains commentateurs présentent tout de même une analyse plus nuancée de ce phénomène, qui présage la transformation de l'inflation en phénomène « normal », au sens d'habituel. Ainsi en 1957 Paul-Émile Charron convient-il dans l'une de ses conférences que « [s]i la plupart des économistes reconnaissent qu'une situation inflationnaire [*sic*] caractérisée, comme celle de 1949 à 1952 au Canada, ne peut qu'être nocive pour une économie, l'accord est loin d'être aussi complet en ce qui concerne de légères hausses de prix, comme celles que nous avons connues de 1953 à 1956¹²⁸ ». L'acceptation sociale d'une faible inflation gagne du terrain; on le sent chez certains auteurs. « Il y a ceux qui disent qu'un peu d'inflation est non seulement inévitable, mais souhaitable¹²⁹ », constate en 1968 le ministre des Finances du Canada, Mitchell Sharp, qui n'est manifestement pas du nombre. Le mémoire de l'Association des consommateurs du Canada au comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur le crédit au consommateur et le coût de la vie, en 1966, va d'ailleurs en ce sens : il évoque une tendance répandue à exagérer l'inflation et ses conséquences, une certaine augmentation des prix étant peut-être « *a cost of full employment*¹³⁰ ».

Conclusion

Une certaine ambivalence caractérise les perceptions de la prospérité et, plus généralement, de l'état de l'économie de 1945 à 1975, même si celle-ci se porte bien dans l'ensemble, tant au Québec qu'au Canada. L'analyse qualitative des discours en anglais et en français entrant dans les foyers québécois à l'époque permet en effet de le constater. Les experts sont alors de plus en plus conscients de la prospérité dans laquelle se meut leur société, *experts* désignant ici les auteurs qui se prononcent sur la question, les uns québécois, et les autres, canadiens, dans la mesure où le laissent voir les sources que nous avons retenues. Au cours des années qui suivent la fin des hostilités, leurs discours ne traitent guère de la situation économique. Les choses changent cependant au début des années 1950, les experts montrant alors qu'ils commencent à percevoir des améliorations du pouvoir d'achat et des transformations des pratiques de consommation, phénomène

127 Cyrille Vaillancourt, « Les comportements économiques de la famille salariée du Québec », *La Revue Desjardins*, avril 1965, p. 63.

128 « L'inflation : Sa nature, ses causes, ses conséquences; les moyens efficaces de la contrôler », *La Revue Desjardins*, octobre-novembre 1957, p. 185.

129 Mitchell Sharp, « Réflexions sur les problèmes du pays », *La Revue Desjardins*, février 1968, p. 28.

130 R. E. Olley, « CAC Brief to the Senate-Commons Committee on Prices », *Canadian Consumer / Le Consommateur*, janvier-février 1967, p. 130.

qui va en s'amplifiant au fil du temps. Dès cette décennie, certains commentateurs assimilent en effet de plus en plus l'abondance à un trait définitoire de leur société, voire à l'une de ses propriétés tellement évidentes qu'elle va de soi. Toutefois, ils le font de manière un peu prématurée, si l'on se fie aux statistiques.

Par ailleurs, des inquiétudes persistantes continuent manifestement de ténasser les experts, ce qui étonne, compte tenu la santé relative de l'économie. Les craintes au sujet de l'inflation qui caractérisent la production discursive et sont particulièrement aiguës dans les discours en provenance des milieux syndicaux et des institutions financières en témoignent éloquentement. Certes, à certains moments, l'inflation croît suffisamment, du moins d'après les standards actuels, pour justifier ces inquiétudes auxquelles il est d'ailleurs raisonnable de s'attendre immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pendant l'ensemble de la période, les prix n'augmentent pourtant pas de manière effrénée. Ils impressionnent même par leur stabilité entre 1952 et 1965. Ils tranchent du reste avec le portrait sombre que brossent bien des experts – et expertes, mais surtout experts – selon lesquels toute hausse des prix, aussi faible soit-elle d'après les standards actuels, signifie que le Québec et, plus généralement, le Canada traversent une période d'inflation ou risquent tout au moins d'en subir les conséquences désastreuses. Plus encore, dans le portrait qu'ils esquissent, l'économie se porte plutôt mal et le pays semble souvent au bord du gouffre. Voilà qui peut difficilement faire autrement que de tempérer l'optimisme que l'amélioration du confort matériel et la santé de l'économie sont susceptibles de générer.

Des phénomènes en apparence neutres, ayant des allures de faits, comme la hausse des prix, ont été perçus d'un œil historiquement et culturellement spécifique dans le Québec des Trente Glorieuses. La discordance entre les chiffres et leur interprétation le montre bien. Les inquiétudes au sujet de l'économie et l'assimilation de toute inflation à un problème sont ainsi révélatrices des valeurs et des préoccupations des experts. De plus, elles sont probablement influencées par toute une gamme de facteurs, notamment : le souvenir de la récession qui a suivi l'inflation après la Première Guerre mondiale, de la Crise des années 1930 et de la présentation de l'inflation par les autorités canadiennes comme une préoccupation pendant le second conflit mondial; une potentielle circonspection à l'égard des statistiques gouvernementales, les intérêts des experts eux-mêmes et la possibilité qu'ils s'appuient sur des données différentes des nôtres. L'absence de recul des contemporains qui, de 1945 à 1975, n'ont pas à portée de main toutes les informations qui inciteront Jean Fourastié à qualifier cette période de « glorieuse » entre certainement aussi en ligne de compte.

La façon dont les transformations de l'économie ont été perçues et présentées est un enjeu sur lequel l'historiographie québécoise récente s'est peu prononcée. Or lever le voile sur ce sujet complexifie en fin de compte notre vision des débuts de la consommation de masse, aujourd'hui si bien implantée qu'elle semble aller de soi. Ce faisant, notre examen contribue à remettre en question le caractère « naturel » et consensuel de ce processus auquel laisse souvent croire le discours publicitaire. Une grande partie des ménages québécois et canadiens voient bel

et bien leur confort matériel s'améliorer à la faveur de l'entrée dans la société de consommation, mais perdre de vue les inquiétudes, les réticences et les résistances des acteurs et des actrices historiques risque d'aboutir à un récit par trop téléologique. L'analyse des discours inquiets au sujet de l'état de l'économie permet de constater que des phénomènes aujourd'hui considérés comme « normaux », voire inévitables, telle une hausse modérée mais quasi constante des prix, n'ont pas toujours été perçus ainsi. Elle rappelle en outre que la vision des choses qui prévaut actuellement n'est pas la seule possible.